



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 03/04/2026

ZI Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MDA INDUSTRIES

21 rue de la Sèvre
79380 Saint-André-Sur-Sèvre

Références : 0007209133 / 2026 / 179
Code AIOT : 0007209133

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement MDA INDUSTRIES implanté 21 rue de la Sèvre 79380 Saint-André-sur-Sèvre. L'inspection a été annoncée le 05/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 03/03/2026 est réalisée dans le cadre de l'action régionale 'Produits chimiques', qui concerne environ 230 établissements de la région.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MDA INDUSTRIES
- 21 rue de la Sèvre 79380 Saint-André-sur-Sèvre
- Code AIOT : 0007209133
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'établissement MDA INDUSTRIES fabrique du mobilier, principalement à destination des collectivités.

La société réalise notamment une activité de traitement de surface classée en rubrique ICPE n°2565 sous le régime de l'enregistrement et une activité d'application de peinture classée en rubrique ICPE n°2940 sous le régime de la déclaration.

Le référentiel réglementaire utilisable pendant l'inspection comporte :

- le Règlement européen n° 1907-2006 du 18/12/2006 dit "REACH" ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07/01/2014 ;
- l'arrêté ministériel du 09/04/2019 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2564 et la rubrique n°2565 de la nomenclature [...]* ;
- l'arrêté ministériel du 02/05/2002 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940.*

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques – Dépôt	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, articles 20 et 54	Demande d'action corrective	2 mois
4	Capacités de rétention des produits chimiques – Atelier	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, articles 20 et 54	Demande d'action corrective	2 mois
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37-5.	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 07/01/2014, article 7.4.1.II	Sans objet

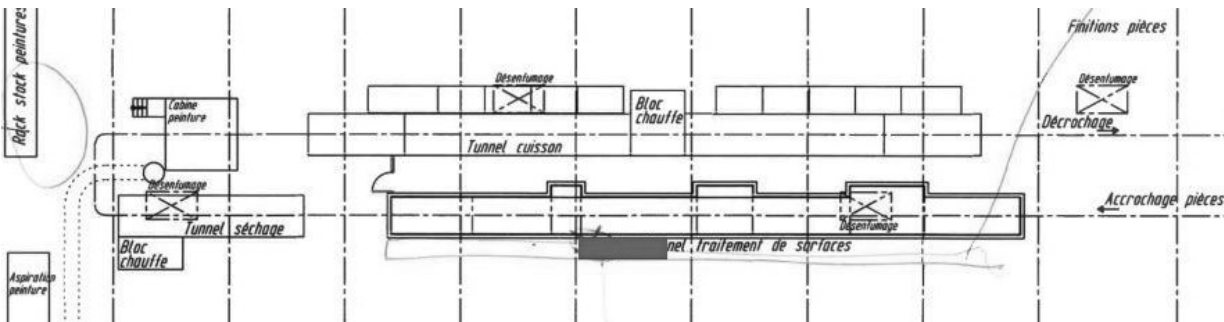
2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

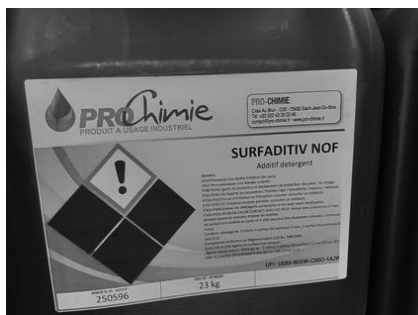
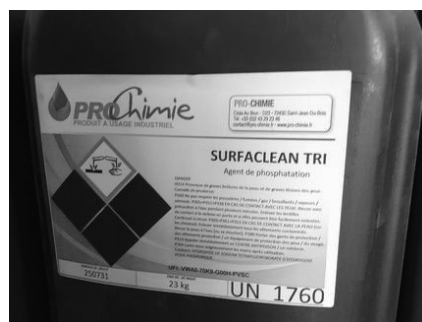
L'inspection amène des constats de conformité, excepté en ce qui concerne l'utilisation de la capacité de rétention, où transitent des écoulements qui ne sont pas évacués tout de suite et l'absence de plan et de registre des produits dangereux.

L'exploitant doit tenir à jour un état des stocks de produits dangereux présents et maintenir vide la capacité de rétention, hors situation accidentelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité [...] Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : La ligne de peinture comporte : <ul style="list-style-type: none">- une activité de préparation de surface classée ICPE en rubrique 2565,- une activité d'application de peinture (poudre époxy ou polyester, à cuire) classée ICPE en rubrique 2940. L'établissement ne met pas en œuvre de peinture ou vernis à base de solvant organique.  <p>Le 03/03/2026, pendant la visite de la ligne de peinture, nous nous sommes intéressés, plus particulièrement, à la ligne de traitement de surface.</p>



L'exploitant nous a présenté les fiches de données de sécurité des deux principaux produits chimiques, liquides, utilisés dans cet atelier :

- "SURFACLEAN TRI" fabriqué par PROCHIMIE (FDS du 27/08/2025), agent de phosphatation qui contient Acide phosphorique (environ 17 %), Soude (environ 5 %) et Tétra-Fluoro-Borate d'hydropène (environ 2 %) (Corrosif, H314, H318) ;
- "SURFADITIV NOF" aussi fabriqué par PROCHIMIE (FDS du 27/08/2025), additif détergent qui contient 2-(2-ButoxyEtoxy)Ethanol (environ 16 %), Alcools C6-C10 éthoxylés propoxylés (environ 16 %) et 2-PropylHeptanol éthoxylé, propoxylés (environ 11 %) et des conservateurs (dont des Isothiazols chlorés) (Irritant, H319, H317).

En complément, la fiche de données de sécurité (révision du 12/10/2025) d'une peinture polyester utilisée nous a aussi été remise : "PE/P SEMIGLOSS MET GREY A 3727" fabriquée par SHERWIN-WILLAMS. Elle indique que le produit n'est pas classé comme dangereux au titre du règlement CE n° 1272/2008.

Enfin, il est rappelé à l'exploitant que ses salariés doivent avoir accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations qu'ils utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37-5.

Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : [...] a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

Constats :

La rubrique "7. Manipulation" de la fiche de données de sécurité du SURFACLEAN TRI demande d'éviter toute dispersion accidentelle du produit dans l'environnement.

Le 03/03/2026, nous constatons que les produits sont transvasés au-dessus d'une cuvette de rétention maçonnée.



Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques – Dépôt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, articles 20 et 54

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Article 20 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre [...] de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

« Stockages et rétentions.

I. Dispositions générales

Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. [...] »

Article 54 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 :

« Rétentions, régulation thermique et épuration.

[...] Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. [...] »

Les dispositions précitées rejoignent celles de l'article 7.4.1 « Rétentions et confinement » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07/01/2014 délivré à la société MDA INDUSTRIES.

Constats :

Le 03/03/2026, nous constatons que le stock des produits chimiques est placé au-dessus d'une cuvette de rétention maçonnée.



Ce volume de rétention est commun avec la capacité de rétention associée à l'atelier de traitement de surface (cf. Point de contrôle n°4).

Il présente une anomalie : la rétention n'est pas maintenue vide. Un fond liquide est présent, sur quelques cm d'épaisseur.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de procéder à la vidange de la rétention aussi souvent que nécessaire afin de respecter les dispositions de l'article 54 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques – Atelier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, articles 20 et 54

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Article 20 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre [...] de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Stockages et rétentions.

[...]

II. Cuves et chaînes de traitement

Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité de la plus grande cuve ;
- 50 % de la capacité totale des cuves associées.

Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ou des acides ou des bases ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement. [...]

Article 54 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 :

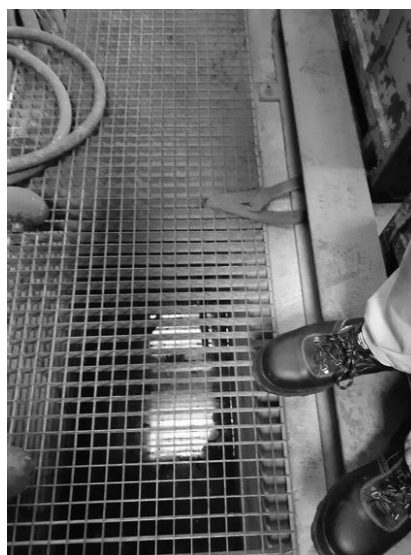
« Rétentions, régulation thermique et épuration.

[...] Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. [...] »

Les dispositions précitées rejoignent celles du point IV. de l'article 7.4.1 « Rétentions et confinement » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07/01/2014 délivré à la société MDA INDUSTRIES.

Constats :

L'atelier de traitement de surface est bordé par une cuvette de rétention maçonnée, parallèle à la ligne d'aspersion.



Comme noté au point de contrôle précédent, ce volume de rétention est commun au dépôt de produits chimiques. Sa capacité apparaît suffisamment dimensionnée.

En revanche, la présence d'un fond liquide, le jour de l'inspection (hors situation d'épanchement accidentel), n'est pas conforme à l'article 54 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de procéder à la vidange de la rétention aussi souvent que nécessaire afin de respecter les dispositions de l'article 54 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2014, article 7.4.1.II

Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Constats :

Le 03/03/2026, nous n'avons pas constaté de produits incompatibles stockés sur la même rétention.

Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit conduire une analyse de compatibilité de l'ensemble de ces produits au moyen par exemple d'une matrice générique :

Tableau de compatibilité/incompatibilité entre produits chimiques :

Étiquetage									

Légende :

- Produits pouvant être stockés ensemble.
- Produits ne pouvant être stockés ensemble.
- Produits pouvant être stockés ensemble sous certaines conditions :
 - Selon les préconisations de la Fiche de Données Sécurité du produit.
 - Selon les préconisations de la Fiche de Données Sécurité du produit.
 - Acides séparés des bases avec des bacs de rétention distincts.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

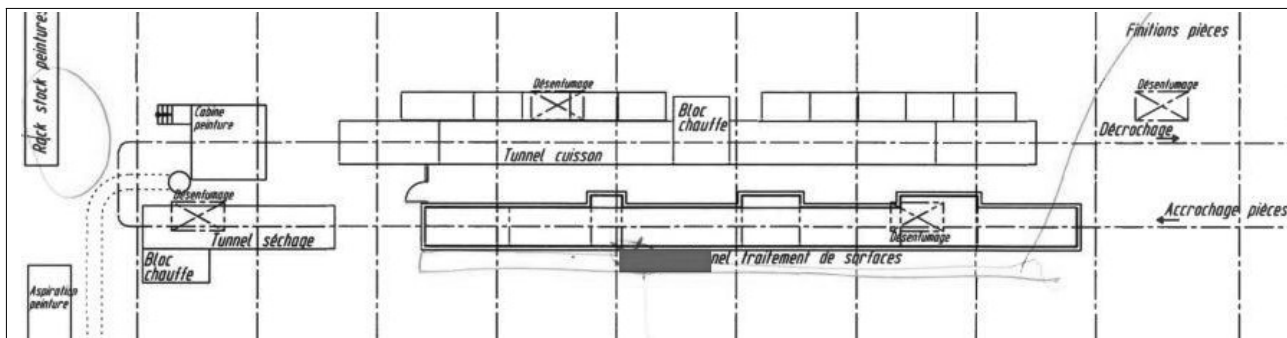
Article 8 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre [...] de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : « [...] L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélange dangereux détenus. [...] »

La disposition précitée rejoint celle de l'article 71.2 « Etat des stocks de produits dangereux » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07/01/2014 délivré à la société MDA INDUSTRIES : « [...] L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours [...] ».

Constats :

L'exploitant ne dispose pas du registre et du plan de localisation des produits dangereux (excepté le plan du bâtiment 2, où est représentée la citerne GPL de 12,5 tonnes).

Le plan du bâtiment 1 ne présente pas le stock de produits chimiques associé à l'atelier de traitement de surface. Ci-dessous, nous avons représenté sa position approximative avec une couleur rouge.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place ce registre, intégrant les différentes informations nécessaires conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019. Il y annexe un plan général des stockages.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois